

Septembre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième Session

Rome, 11-15 Septembre 2006

SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS DE LA TRENTE-SEPTIEME SESSION (2003) ET DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE (2004) DU COMITE DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PELERIN (DLCC) (Point 9 de l'ordre du jour provisoire)

Treize recommandations avaient été formulées à la **trente-septième session** du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, tenue en septembre 2003 (Annexe I); vingt-cinq l'ont été lors de la session extraordinaire de novembre 2004 (Annexe II). La majorité de ces recommandations devaient être mises en œuvre par la FAO mais plusieurs appelaient des mesures de la part des pays abritant des aires d'habitat permanent du Criquet pèlerin. La suite donnée à ces recommandations est décrite ci-après.

1. Dans la limite des fonds immédiatement disponibles à la FAO et des ressources matérielles et humaines mobilisables dans les pays de la région occidentale ayant reçu des précipitations abondantes à partir de juillet 2003, puis grâce à l'appui des pays voisins dans le cadre d'une solidarité intra-régionale renforcée, les prospections ont été intensifiées au cours du dernier trimestre 2003 afin d'évaluer les répercussions de cette situation météorologique tout à fait exceptionnelle sur l'environnement et la dynamique des populations du Criquet pèlerin. Des opérations de lutte limitées ont été réalisées en octobre et novembre en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Soudan, principalement par voie terrestre, les résurgences étant alors localisées et de petites dimensions; en parallèle, une première alerte officielle était émise par la FAO. La vigilance requise de la part des pays concernés et la régularité des prospections au cours de ces mois-ci furent directement tributaires de la faiblesse des moyens nationaux mobilisables.
2. La résurgence qui s'est développée après la tenue de la 37^e session du DLCC puis amplifiée jusqu'à devenir une recrudescence majeure a momentanément mis entre parenthèses des recherches de longue haleine telles que l'incidence des changements climatiques sur la dynamique des populations du Criquet pèlerin. Ce thème sera soumis à la sagacité du Groupe technique.
3. Tout au long de la recrudescence, le Secrétariat et ECLO ont étroitement travaillé avec le bureau de presse de la FAO pour publier régulièrement, au bénéfice des médias internationaux et du grand public, des communiqués techniquement validés par le Groupe Acridiens. Au niveau des pays et à travers les représentations FAO, des contacts ont été pris et parfois du personnel ad hoc recruté afin que des informations claires et précises sur

l'évolution de la situation acridienne puissent être diffusées. De leur côté, la plupart des unités nationales, souvent à travers le service de presse du ministère de l'agriculture, ont mis à disposition des médias des informations sur l'évolution des situations acridiennes et antiacridiennes.

4. Le personnel de la FAO affecté à Dakar, Sénégal, dans le cadre des opérations d'urgence et de post-urgence, a pris contact avec l'OCLALAV pour identifier concrètement les démarches les plus pragmatiques à mettre en œuvre pour sauvegarder les riches archives acridiennes stockées à son siège.
5. Le contexte de la recrudescence a été mis à profit, autant que possible, pour réaliser des essais de terrain en grandeur nature avec des pesticides plus respectueux de l'environnement. Les résultats de ces essais seront remis au Groupe consultatif sur les pesticides pour avis.
6. Bonne note a été prise de la recommandation concernant l'extension du programme EMPRES à la Région orientale. Toutefois, la situation d'urgence qu'a connue la Région occidentale pendant la période 2003-2005 y ayant fortement ralenti le processus de mise en œuvre du Programme EMPRES, tout en soulignant le caractère indispensable d'une lutte préventive bien gérée dans cette Région, et certaines des conditionnalités à satisfaire pour le démarrage effectif du programme ne l'ayant été qu'au cours du dernier trimestre 2005, toutes les énergies sont encore concentrées sur cette Région; dès que le Programme y aura atteint sa vitesse de croisière, l'extension à la Région orientale sera concrètement abordée.
7. Une bourse de recherche octroyée à un étudiant nigérien lui permet de réaliser actuellement une formation diplômante de niveau thèse doctorale dont l'intitulé provisoire est « Etude du risque écologique et sanitaire de deux pesticides organophosphorés utilisés en lutte contre le Criquet pèlerin (*Schistocerca gregaria*, Forskål 1775) (Orthoptera, Acrididae) au Niger ».
8. De fin décembre 2003 jusqu'en mars 2006, des solutions provisoires successives avaient pu être trouvées sur les financements d'urgence pour que les sujets relatifs à RAMSES et à la télédétection, éléments cruciaux de l'alerte précoce, continuent à être traités aussi complètement que possible afin de ne pas interrompre la qualité du flux d'information résultant au bénéfice de tous les pays affectés par le Criquet pèlerin et de la communauté internationale et continuer à diffuser les nouvelles technologies afférentes dans les pays n'en disposant pas encore. Depuis mars 2006, certaines activités ont dû être stoppées. A long terme, une solution partielle serait l'ouverture d'un poste P-2 au sein du DLIS mais des fonds devraient également être alloués pour permettre la distribution automatisée des images MODIS sous un format aisément accessible par les pays.
9. Suite à la suggestion du délégué des Etats-Unis, les avantages et inconvénients d'une possible fusion entre les Commissions de l'Asie du Sud-Ouest et pour la Région centrale seront à l'ordre du jour de la 25^e session de la Commission de l'Asie du Sud-Ouest qui se tiendra à Téhéran, Iran, en novembre prochain. Il faut toutefois noter que, outre le fait que chaque Commission a été établie pour gérer des situations spécifiques à la région concernée, la Commission pour la Région centrale compte maintenant 16 pays, avec l'adhésion récente de Djibouti, de l'Erythrée et de l'Ethiopie. L'ajout de quatre pays supplémentaires risquerait de rendre très problématique la gestion adéquate de la Commission. Bien que ce point n'ait pas été discuté lors de la 25^e Session de la Commission pour la Région centrale, en mai 2006, les avis des pays ont été recueillis et convergent, indiquant qu'une telle fusion créerait plus de difficultés que ne générerait d'avantages.
10. Le Secrétariat a pris contact avec les membres du Groupe technique du Comité de lutte contre le Criquet pèlerin qui ont reconnu que les plans d'action prévisionnels (ou plans de gestion des risques) représentaient un thème primordial dans le cadre de la lutte préventive et toutes les dispositions ont été prises pour la tenue d'un Atelier, organisé à Nouakchott, Mauritanie, du 2 au 7 mai 2004, en présence de 18 participants des pays concernés et de la FAO (voir point spécifique de l'ordre du jour). Par ailleurs, des plans d'action détaillés pour la campagne estivale sahélienne 2005 ont été préparés lors d'un Atelier conjointement

organisé par la Banque Mondiale et la FAO, à Bamako, en avril 2005, puis budgétés en concertation avec les bailleurs de fonds lors d'une réunion lui faisant immédiatement suite.

11. Le montant des contributions annuelles est resté inchangé. La République islamique d'Iran a payé sa contribution pour les années 2004 et 2005 mais ne s'est pas conformée à la recommandation émise par le Comité concernant ses arriérés, comme d'ailleurs plusieurs autres pays. Des décisions concrètes devront être prises car, en décembre 2005, le montant total des arriérés s'élevait à plus 1,5 millions de dollars E.-U. ce qui compromet les activités du DLCC. A noter néanmoins qu'en 2005, des efforts ont été faits par de nombreux pays pour payer leurs contributions. Pour plus de détails, se référer au Document de travail DLCC 06/10.
12. Sur le biennium 2004/2005, il n'a pas été nécessaire d'avoir recours au solde de trésorerie pour renforcer les budgets des opérations de prospection, du programme EMPRES et de la formation car, durant cette période, les fonds d'urgence ont permis de couvrir ces besoins. Pour plus de détails, se référer au Document de travail DLCC 06/10.

Nombre de recommandations formulées lors de la **session extraordinaire** reprenaient, en les affinant et les remplaçant dans le contexte d'urgence qui prévalait, des recommandations dont la mise en œuvre avait déjà commencé. Pour éviter les redondances, des renvois seront donc effectués.

Situation acridienne

1. Le dialogue permanent instauré entre le Service d'information sur le Criquet pèlerin du Groupe Acridiens, au siège de la FAO, et tous les pays touchés, en particulier avec les chargés de liaison du Programme EMPRES, généralement coordinateurs de la lutte antiacridienne ou responsable de l'unité nationale dans leurs pays, ou les chargés de l'information s'est renforcé de manière fructueuse; les équipements fournis à travers les projets d'urgence ont contribué à ce renforcement. Les Commissions ont joué un rôle déterminant au niveau régional en contribuant à identifier les insuffisances humaines et matérielles en prospection et traitement et à permettre de les combler rapidement grâce à l'appui des pays voisins. Pour plus de détails, se référer au Document de travail DLCC 06/3a.
2. Des ateliers thématiques sur RAMSES, eLocust2 et l'utilisation de l'imagerie satellitaire ont été organisés dans les trois régions au cours du premier semestre 2006 grâce à des financements internationaux ayant également permis d'acquérir le matériel afférent. Des missions plus spécifiques ainsi que des formations sur le tas lors des consultations dans les pays ont contribué à la généralisation de l'utilisation de nouvelles technologies, en particulier du GPS. Pour plus de détails, se référer au Document de travail DLCC 06/7.

Mesures de traitement prises par les pays touchés

3. Le Programme EMPRES pour la Région occidentale est maintenant pleinement opérationnel. Un premier déboursement du Fonds Africain de Développement (FAD) de la Banque Africaine de Développement (BAD), contributeur majeur au programme, est intervenu au cours du dernier trimestre 2005 après satisfaction des conditionnalités. La première réunion du Comité de pilotage s'est tenue à Alger, Algérie, du 4 au 6 mars 2006, immédiatement après celle des Chargés de liaison EMPRES-RO; y ont été présentés et validés le cas échéant, les objectifs et résultats attendus pour la première phase de 4 ans de ce programme et le tableau de bord financier correspondant, ainsi que le plan d'opération et le budget pour l'année 2006. Sous réserve de quelques modifications, les recommandations émises par la 4^e réunion des Chargés de liaison ont été entérinées par le Comité (pour plus de détails, se reporter aux rapports de la 4^e réunion des Chargés de liaison EMPRES-RO et de la 1^e réunion du Comité de pilotage). Des missions de lancement du Programme EMPRES-RO ont eu lieu en avril et mai au Mali, en Mauritanie et au Niger afin de sensibiliser à nouveau les décideurs nationaux à la nécessité d'établir des unités de lutte antiacridienne autonomes

et de prévoir les mécanismes financiers susceptibles d'assurer leur fonctionnement sur le long terme. Pour plus de détails, se référer au Document de travail DLCC 06/4a.

4. Après la tenue de la session extraordinaire, deux nouveaux projets régionaux ont concerné les pays d'Afrique du Nord-Ouest, s'ajoutant aux 14 projets régionaux et nationaux précédents ciblant cette zone.
5. Une liste d'experts dans les différents domaines d'activité se rapportant au Criquet pèlerin a été dressée. Ces experts sont en nombre notoirement insuffisants pour faire face de manière effective à une crise comme celle de 2003-2005 et leur moyenne d'âge est de plus de 50 ans. Il est donc indispensable de renforcer les formations dans toutes les régions concernées.

Évaluation des dégâts aux cultures

6. Au cours de la crise, des équipes pour le contrôle de la qualité des traitements, appelées QUEST¹, ont été constituées dans les pays affectés. Leur propos est non seulement le suivi de la qualité des traitements antiacridiens mais également la prise en compte d'éventuels effets secondaires indésirables sur la santé humaine et l'environnement. De plus, une attention particulière a été accordée au devenir des conteneurs de pesticides vides et aux stocks de pesticides non utilisés; un atelier sur ces thèmes, conjointement organisé par la Banque Mondiale et la FAO, s'est tenu à Bamako, Mali, du 15 au 18 mai 2006. Quant à l'évaluation des dégâts aux cultures et aux pâturages, des protocoles doivent être établis; cela pourrait faire l'objet d'un point de l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe technique du DLCC.
7. La méthodologie mise en œuvre par la mission d'évaluation indépendante lors de ses visites dans les pays touchés par la crise acridienne 2003-2005 pour estimer les pertes en récolte et en fourrage pourrait servir de point de départ à l'établissement de tels protocoles et les résultats recueillis de base de référence pour les futures études.

Assistance de la FAO, des Commissions de lutte antiacridienne et des donateurs

8. Des clarifications ont été apportées aux informations diffusées de manière à lever toute ambiguïté entre promesses de dons et contributions effectivement reçues. Le media télévisuel a été peu utilisé au niveau international et une des leçons tirées de la campagne 2004 a concerné la nécessité d'envoyer précocement sur le terrain les équipes télé de la FAO dont les frais pourraient être couverts par un pourcentage appliqué à chaque projet financé par les bailleurs de fonds. Par contre, les communiqués destinés à la presse écrite internationale ainsi que les interviews radio se sont multipliés.
9. Des discussions nourries ont eu lieu sur ce sujet. Se reporter au Document de travail DLCC 06/3f.
10. Des investigations internes sont en cours sous la supervision de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCE) en vue d'établir une structure de commande qui aurait accès à des procédures plus rapides lors des opérations d'urgence.
11. Le renforcement des ressources humaines de la Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO) est en cours. A l'issue de la 3^e phase de 4 ans du programme EMPRES en Région centrale (RC), en décembre 2005, son coordinateur, fonctionnaire principal FAO, a été affecté dans la Région occidentale. En juin 2006, il a été procédé au recrutement de deux fonctionnaires FAO (sur financement FAD), un chargé du suivi-évaluation et un acridologue, pour des durées respectives de 2 et 4 ans; enfin, un assistant technique, mis à disposition par la France, est en cours d'affectation.

¹ QUEST: QUality and Environmental Survey Team

12. Cette recommandation, adressée aux bailleurs de fonds, n'a été que partiellement suivie en 2005, ce qui a continué à générer un certain nombre de problèmes, en particulier concernant les stocks de pesticides, leur gestion immédiate et leur devenir.
13. Une rationalisation de la gestion des crises acridiennes doit être mise sur pied. La définition de plans d'action prévisionnels et leur application contribuera à cet objectif.
14. Les informations relatives aux opérations, sous forme de bulletins opérationnels du centre d'intervention antiacridienne d'urgence (ECLO), notes de synthèse par pays et articles de presse, ainsi qu'aux fonds reçus des bailleurs de fonds, y compris des résumés sur leurs contributions, ont été mis en ligne sur: <http://www.fao.org/ag/locusts/en/info/tce/index.html>. La régularité de la diffusion de ces informations, leur niveau de détail et la qualité de leur présentation a été améliorée tout au long de l'année 2005.

Prospection

15. Le recours à des moyens aériens dès le début d'une recrudescence, s'il se justifie pleinement pour réaliser des prospections extensives et de premiers traitements dans des zones parfois reculées, suppose par ailleurs la disponibilité immédiate de fonds, ce qui peut s'avérer être une contrainte majeure dans nombre de pays. Leur mise en œuvre dépend donc de la création de fonds d'urgence, nationaux, régionaux ou internationaux (se référer au Document de travail DLCC 06/3f).
16. Ce point concernant l'accès difficile à certaines zones avait été soulevé par la Mauritanie. La FAO n'a pas fait d'investigation particulière sur ce point et attend des précisions de la part des pays.
- 17 & 18. La solidarité intra-régionale a permis le renforcement et la multiplication de prospections frontalières, mobilisant des équipes des différents pays concernés. De plus, de telles prospections ainsi que des échanges d'experts sont inscrites dans les activités régulières à conduire dans le cadre du Programme EMPRES-RO.

Plans d'intervention d'urgence

19. Se référer aux points 10 du suivi des recommandations de la 37^e session et 13 et 15 du suivi des recommandations de la session extraordinaire.
20. Des ateliers, généralement financés par la Banque Mondiale en concertation avec la FAO, réunissant tous les partenaires se sont tenus dans les pays de manière à tirer les leçons de la campagne anti-acridienne écoulée et préparer la prochaine. Compte tenu de l'évolution de la situation acridienne, ils ont permis d'améliorer les plans d'action de la campagne suivante mais n'ont pas encore eu d'incidence sur les plans de gestion des risques.
21. ECLO est toujours opérationnel et le sera probablement jusqu'à la fin du dernier projet d'urgence géré par la FAO.
22. Seules les Commissions pour les Régions centrale et occidentale sont concernées par une coordination avec le siège, réalisée à différents niveaux à travers des contacts réguliers (courrier électronique ou téléphone) et le plus souvent quotidiens, avec les Secrétaires de ces Commissions, la participation conjointe à des réunions et ateliers. La seule organisation régionale opérationnelle est le DLCO-EA avec laquelle ECLO a travaillé en étroite concertation, en particulier lors d'infestations acridiennes en Erythrée et en Éthiopie.
23. La confiance des bailleurs de fonds en un objectif commun avec la FAO, consistant à mettre rapidement fin à la recrudescence du Criquet pèlerin a été démontrée par le montant des contributions (plus de 74 millions de dollars E.-U.) multilatérales.

Recherche

24. La possibilité de réaliser des activités de recherche appliquée passe par une meilleure formation de tout le personnel impliqué. C'est dans un premier temps vers cet objectif qu'ont tendu les actions de la FAO à travers un vaste et ambitieux programme de formation de

maîtres-formateurs et de formations en cascade, de formations *in situ* par les consultants recrutés et de constitution d'équipes QUEST. Quand cela fut possible, des essais en grandeur réelle avec des insecticides plus respectueux de l'environnement ont été réalisés (voir point 5 du suivi des recommandations de la 37^e session).

Évaluation et suivi

25. Les résultats finaux très attendus de la mission d'évaluation indépendante devraient contribuer à améliorer la gestion et le suivi des futures campagnes.

ANNEXE I

**LISTE DES RECOMMANDATIONS DE LA 37^e SESSION
(SEPTEMBRE 2003)**

1. Le Comité a **RECOMMANDÉ** qu'un effort particulier soit déployé d'urgence pour étudier les répercussions que cette situation pourrait avoir sur la dynamique des populations de criquets pèlerins et sur la végétation à laquelle était associée cette espèce. En outre, le Comité a reconnu que les conditions étaient également très favorables à la reproduction acridienne dans des secteurs étendus de l'habitat traditionnel du criquet pèlerin dans les deux autres régions, même si les populations acridiennes étaient très peu nombreuses, et il a **RECOMMANDÉ** que les unités nationales de lutte antiacridienne dans les pays les plus concernés restent vigilantes et procèdent régulièrement à des prospections pendant les mois suivants.
2. Le Comité a aussi **RECOMMANDÉ** que le Groupe technique du Comité de lutte contre le criquet pèlerin examine la nécessité de procéder à des études des facteurs responsables de cette pluviométrie exceptionnelle et des liens possibles entre les changements climatiques et la dynamique et la répartition des populations de criquet pèlerin.
3. En ce qui concerne les fausses alertes acridiennes diffusées par la presse, il a été **RECOMMANDÉ** aux unités nationales de lutte antiacridienne de traiter ce problème lorsque leur presse nationale était concernée, et au Secrétariat de demander l'aide du bureau de presse de la FAO pour faire une démarche auprès de la presse internationale, l'encourageant à vérifier ses données avec la FAO avant de mettre en circulation des articles sur le criquet pèlerin.
4. Les délégués ont de nouveau indiqué qu'ils craignaient que les archives sur le criquet pèlerin détenues par l'OCLALAV ne disparaissent. Le Comité a **RECOMMANDÉ** au Secrétariat, au nom du Comité de lutte contre le criquet pèlerin, de s'adresser à l'OCLALAV afin de constituer une base de données électronique des archives comme cela avait été fait pour les archives détenues par la FAO, et au Comité de lutte contre le criquet pèlerin de prendre à sa charge une partie des coûts, sous réserve des fonds disponibles.
5. Le Comité a **RECOMMANDÉ** que les pays membres et le programme EMPRES continuent à encourager la recherche et les essais opérationnels en utilisant des solutions de remplacement des pesticides chimiques, comme *Metarhizium* et PAN, et que le Groupe consultatif sur les pesticides soit invité à donner son avis sur leur validité.
6. Le Comité a également **RECOMMANDÉ** que le programme EMPRES soit étendu le plus rapidement à la région orientale.
7. Le Comité a **RECOMMANDÉ** de poursuivre l'octroi des bourses de recherche en se concentrant sur la région occidentale, comme prévu par le système de rotation.
8. Le Comité a été informé du fait que les contributions fournies par le consultant pour les questions de RAMSES et de télédétection prendraient fin en décembre 2003. Les participants ont fait noter avec forte préoccupation que sans cet appui, ces éléments cruciaux de l'alerte précoce pourraient bien ne plus fonctionner convenablement ou ne pas être durables et qu'il ne serait pas possible de diffuser ces technologies dans les pays qui ne les avaient pas encore reçues. Le Comité a **FORTEMENT RECOMMANDÉ** que la FAO trouve les moyens de maintenir cet appui au moins dans un avenir prévisible.
9. Le délégué des États-Unis a suggéré la possibilité de fusionner la Commission pour l'Asie du Sud-Ouest et la Commission pour la région centrale. Après de longs débats, il a été **RECOMMANDÉ** que les États membres de ces deux commissions envisagent les avantages et inconvénients d'une telle fusion lors de leur prochaine session, en 2004. Il a été noté

qu'aucune proposition de fusion n'avait été faite entre les Commissions pour la région centrale et orientale et qu'en général, les Commissions existantes avaient été créées pour que chacune d'entre elles puisse affronter les situations spécifiques liées à la présence du criquet pèlerin dans leur propre région.

10. Le Comité a **RECOMMANDÉ** au Secrétariat de consulter les membres du Groupe technique du Comité de lutte contre le criquet pèlerin à la fois sur les thèmes retenus pour les débats et sur l'organisation proposée. Le Secrétariat devra donner suite à toute décision générale concernant l'organisation.
11. Le Comité a **RECOMMANDÉ** que la contribution annuelle de tous les États membres, y compris celle de la République islamique d'Iran, reste inchangée. Compte tenu des difficultés rencontrées par la République islamique d'Iran, le Comité a **RECOMMANDÉ** qu'il soit demandé à ce pays de régler, en trois tranches, 25 pour cent de ses arriérés de contribution, auquel cas la quatrième tranche serait annulée. Il a en outre été **RECOMMANDÉ** que les États membres fournissent des efforts supplémentaires pour payer dans les délais leurs contributions annuelles et pour régler, autant que possible, leurs arriérés avant la prochaine session du Comité, de manière à ce que ce dernier puisse disposer de fonds suffisants pour maintenir l'élan qui avait été imprimé entre 2001 et 2003.
12. Le Comité a **RECOMMANDÉ** que tout solde de trésorerie supplémentaire susceptible d'être dégagé en 2004/2005 serve à renforcer les budgets des opérations de prospection, du programme EMPRES et de la formation.
13. Le Président a proposé de remercier M. Hafraoui, dont la contribution à la lutte contre le criquet pèlerin resterait gravée dans les mémoires. Le Comité a appuyé cette proposition à l'unanimité et a **RECOMMANDÉ** que le DLCC invite Mr. Hafraoui à sa prochaine session en vue de lui remettre une médaille de reconnaissance.

ANNEXE II**LISTE DES RECOMMANDATIONS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE
(NOVEMBRE 2004)****Situation acridienne**

1. Il convient que tous les pays touchés engagent un dialogue avec le Service d'information sur le criquet pèlerin du Groupe acridiens au Siège de la FAO et avec les Secrétariats des commissions, afin de s'assurer que des informations suffisamment précises ont été envoyées à l'Organisation et, dans le cas contraire, de trouver l'origine des lacunes. Tout doit être mis en oeuvre pour s'assurer que celles-ci sont rapidement comblées, de telle sorte que le Service d'information puisse publier les meilleures prévisions qui soient.
2. Lors des crises acridiennes, il convient d'utiliser autant que possible toutes les technologies disponibles, y compris le GPS, le logiciel RAMSES et le système eLocust, de manière à pouvoir traiter plus facilement d'importants volumes d'information. Le Service d'information sur le criquet pèlerin doit organiser des formations lorsque les pays en ont besoin.

Mesures de traitement prises par les pays touchés

3. Les participants ont estimé que la stratégie de lutte préventive contre le criquet pèlerin avait été efficace dans la Région centrale, mais qu'en l'absence d'un programme EMPRES dans la Région occidentale, elle n'avait pas été mise en oeuvre. Le programme EMPRES pour la Région occidentale devrait donc être mis sur pied dès que possible sous la forme d'un programme de terrain à part entière et bénéficier de l'appui de donateurs pour mieux faire face à la situation.
4. Notant les efforts considérables faits par les pays d'Afrique du Nord pour maîtriser les infestations acridiennes en utilisant leurs propres ressources, les participants ont demandé instamment à la communauté internationale des donateurs d'ajouter son appui.
5. La FAO doit dresser une liste d'experts dans les différents domaines d'activités se rapportant au criquet pèlerin et y inscrire des experts des trois régions. Elle servira à identifier les compétences techniques qui devront être appliquées sur le terrain en cas de crise.

Évaluation des dégâts aux cultures

6. Les évaluations futures devront également prendre en considération les dégâts aux pâturages, ainsi que ceux infligés aux cultures et à l'environnement.
7. Une équipe spécialisée, au minimum, devra être envoyée dans chaque pays touché lors des campagnes futures, afin de recueillir des données à propos des dégâts aux cultures et aux pâturages et des répercussions socio-économiques sur les agriculteurs.

Assistance de la FAO, des Commissions de lutte antiacridienne et des donateurs

8. Les appels lancés à la communauté internationale des donateurs à l'échelon international doivent aller de pair avec une meilleure publicité dans la presse et un recours accru à la télévision, de manière à encourager une réponse plus rapide. Il importe de veiller à n'annoncer aucun engagement tant que l'argent n'a pas été versé.
9. La FAO, en consultation avec les donateurs, doit envisager la création d'un important fonds d'urgence susceptible de pouvoir servir dès le début d'une recrudescence, de telle sorte qu'une alerte précoce donne lieu à une réaction rapide.
10. La FAO devrait rationaliser ses opérations pour que l'équipement, les fournitures, les aéronefs, les consultants et les fonds opérationnels puissent être mis plus rapidement à la disposition des pays touchés.
11. Étant donné les nombreuses tâches confiées au Secrétariat de la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO), y compris la coordination du programme EMPRES-région occidentale, les participants ont recommandé que la Commission soit renforcée au point de vue de ses ressources humaines, matérielles et financières.
12. Lorsque cela s'avère approprié, les donateurs sont encouragés à affecter le financement destiné à la lutte contre le criquet pèlerin par l'intermédiaire de la FAO, de manière à faciliter le suivi et l'application opportune des ressources. Il est conseillé aux donateurs qui choisiraient d'offrir une assistance bilatérale de communiquer des informations complètes à la FAO et aux autres donateurs bien avant la livraison de l'aide, et notamment une estimation de la valeur monétaire des contributions en nature. Cela facilitera le rôle de coordination de la FAO (suivi, établissement d'un calendrier de la fourniture des ressources et estimations de la valeur totale des ressources provenant de l'ensemble des donateurs).
13. Les pays touchés devraient annoncer sur leur site web les contributions promises et reçues. Les Comités directeurs nationaux pour les situations acridiennes d'urgence doivent être informés et en temps utile à la fois des contributions des donateurs et des ressources mobilisées à l'échelle nationale. La FAO peut fournir des modèles pour ce faire, ainsi qu'une assistance technique si nécessaire.
14. La FAO devrait fournir aux donateurs des informations à jour sur les dépenses relatives à leurs fonds. Pour faciliter la communication, les informations devraient être placées sur un site web à accès restreint.

Prospection

15. Au début d'une flambée acridienne, des hélicoptères devraient être utilisés pour prospecter rapidement les infestations et en déterminer l'étendue/l'échelle. Les grandes infestations devraient être traitées principalement par voie aérienne, de façon à obtenir la couverture nécessaire.
16. Des recherches devraient être organisées par la FAO pour déterminer la façon dont les zones favorables aux acridiens dans les pays touchés qui étaient d'accès difficile pourraient être prospectées.

17. L'importance des prospections frontalières a été soulignée par nombre de participants de pays touchés et ces opérations devraient donc être encouragées.
18. Pour renforcer les capacités nationales de prospection et de lutte, l'utilisation de ces équipes d'autres pays devrait être encouragée et facilitée.

Plans d'intervention d'urgence

19. L'élaboration de plans d'intervention d'urgence aux échelles nationale, régionale et internationale devrait être considérée comme prioritaire, de façon que l'on puisse répondre avec précision à différents niveaux de menace acridienne. Les pays devraient être aidés par la FAO à préparer et à améliorer les plans d'intervention d'urgence.
20. Des ateliers réunissant tous les partenaires devraient être tenus dans chaque pays à la fin de chaque campagne, afin d'examiner tous les aspects des actions entreprises et d'identifier les enseignements tirés. Les résultats de ces ateliers permettront d'améliorer les plans d'intervention d'urgence.
21. L'ECLO devrait rester opérationnel et bénéficier d'un appui jusqu'à la prochaine période de rémission.
22. L'ECLO devrait s'efforcer de coordonner davantage les commissions, les organisations régionales et les pays touchés de l'aire d'invasion.
23. Les donateurs et l'ECLO devraient élaborer les moyens de la coopération nécessaire pour réaliser leur objectif commun.

Recherche

24. La possibilité qu'il y ait actuellement des populations importantes de criquets grégaires et de vastes campagnes de lutte devrait être utilisée pour effectuer la recherche appliquée appropriée, notamment dans les domaines suivants: amélioration des méthodes de prospection, évaluation de l'efficacité des opérations de lutte, techniques appropriées d'application, suivi de l'environnement et mise à l'essai de produits respectueux de l'environnement, tels que les régulateurs de la croissance des insectes, les mycopesticides et d'autres produits.

Évaluation et suivi

25. Les enseignements tirés et à tirer de la campagne devraient être pleinement pris en compte dans les procédures d'évaluation et de suivi. Cela concerne également l'effet de la campagne actuelle et future sur la sécurité alimentaire.